



**PRÉFET
DE LA HAUTE-SAVOIE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

 COPIE

Pôle administratif des installations classées

Le préfet de la Haute-Savoie

Annecy, le 1^{er} décembre 2023

Chevalier de la légion d'honneur
Officier de l'ordre national du mérite

Arrêté n°PAIC-2023-0093 du 1^{er} décembre 2023

Portant mise en demeure de la société Rannard Frères qui exploite une carrière à ciel ouvert de roches massives sur la commune de Clarafond-Arcine et fixant des mesures additionnelles

VU le code de l'environnement et notamment les articles L. 171-8, L.181-14, R. 181-45 et 46 ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements et notamment son article 43 ;

VU le décret du 20 juillet 2022 portant nomination de M. Yves LE BRETON, préfet, en qualité de préfet de la Haute-Savoie ;

VU le décret du 6 décembre 2022, nommant M. David-Anthony DELAVOËT, administrateur de l'État hors classe, détaché en qualité de sous-préfet hors classe, secrétaire général de la préfecture de la Haute-Savoie ;

VU l'arrêté préfectoral n°SGCD/SLI/PAC/2022-148 du 15 décembre 2022 donnant délégation de signature à Monsieur le secrétaire général de la préfecture de la Haute-Savoie ;

VU l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié relatif aux exploitations de carrières ;

VU l'arrêté préfectoral du 26 janvier 2005 modifié par l'arrêté du 31 mai 2021, autorisant la société Rannard Frères à exploiter une carrière d'éboulis et roche massive calcaires sur la commune de Clarafond-Arcine.

VU la visite d'inspection réalisée sur le site le 5 octobre 2023 par l'inspection des installations classées ;



VU le rapport de l'inspecteur de l'environnement en date du 3 novembre 2023 transmis à l'exploitant par courrier recommandé le 7 novembre 2023 conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;

VU l'absence d'observations de la part de l'exploitant ;

CONSIDÉRANT que la hauteur des fronts constatée lors de l'inspection dépasse la hauteur de 15m prescrite dans l'article 3.4.1 de l'arrêté préfectoral ;

CONSIDÉRANT que la reprise des fronts prévue dans la phase 1 de janvier 2021 à janvier 2026, ne respecte pas les modalités d'exploitation prévues dans le dossier déposé et à l'article 3.4.1 de l'arrêté préfectoral ;

CONSIDÉRANT que la stabilité des fronts d'une hauteur largement supérieure à 15 m, de l'ordre de 40 m pour le premier gradin, ne permet pas de garantir la stabilité sur le long terme de la carrière ;

CONSIDÉRANT qu'afin de poursuivre l'exploitation, l'exploitant doit justifier que sa méthode d'extraction permet de garantir la stabilité des fronts sur le long terme telle que demandé dans l'article 3.4.1 de l'arrêté préfectoral ;

CONSIDÉRANT que la poursuite des tirs aggraverait la situation en augmentant la hauteur des fronts et est susceptible de représenter un danger grave et imminent en termes de sécurité ; qu'une analyse géotechnique doit être produite afin de déterminer les conditions d'exploitation permettant de garantir la stabilité des fronts sur le long terme ;

CONSIDÉRANT que l'exploitant ne respecte pas les prescriptions de l'arrêté préfectoral pour la hauteur des fronts et que cela constitue une modification notable des conditions d'exploitation qui n'a pas été portée à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation conformément à l'article R.181-46 du Code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT qu'il y a lieu ? conformément à l'article L. 171-8 du code de l'environnement, de mettre en demeure l'exploitant de respecter les prescriptions de son arrêté préfectoral et du Code de l'environnement et de fixer les mesures additionnelles nécessaires à prévenir un danger grave et imminent sur le site ;

SUR la proposition de Monsieur le Secrétaire général de la préfecture de la Haute-Savoie ;

A R R E T E

Article 1^{er} : La société Rannard Frères , ci-après dénommée « l'exploitant », dont le siège social est situé au 142 rue de la mairie - 74270 Clarafond-Arcine, est mise en demeure de respecter, sous un délai de six mois :

- les dispositions édictées à l'article 3.4.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 13 janvier 2021 autorisant l'exploitation d'une carrière à ciel ouvert de roches massives sur la commune de Clarafond-Arcine en justifiant de la stabilité des fronts de la carrière sur le long terme,

- les dispositions de l'article R. 181-46 du code de l'environnement, de déposer un porter à connaissance dûment argumenté, demandant la modification des conditions d'exploitation. Ce porter à connaissance devra comporter a minima les éléments suivants :
 - un état des lieux avec un plan de la carrière (plan topographique, plan de coupe montrant la géométrie des fronts et la pente intégratrice du massif),
 - les propositions d'un bureau d'étude compétent en géotechnique sur les actions à mener pour parvenir à une stabilité à long terme des fronts,
 - la méthode d'extraction retenue pour poursuivre l'exploitation : géométrie des fronts (pente, hauteur, taille banquette,...), méthode pour parvenir à cette géométrie (définition des forages et des tirs) en tenant en compte des contraintes géotechniques sur l'ensemble des fronts et du massif, du gisement réellement exploitable vis-à-vis de ces contraintes et du rythme de production par rapport à la durée d'exploitation,
 - si besoin les méthodes de confortement à mettre en place. Les différents aléas de rupture pour les chutes de pierres, de blocs, de compartiments (placages, colonnes), etc ainsi que l'aléa de propagation devront être qualifiés. Des procédures de surveillances et d'alertes devront être mises en place si besoin,
 - l'évaluation du gisement restant par rapport aux contraintes géotechniques et la justification du phasage prévisionnel vis-à-vis de la durée d'exploitation restante. Dans le cas où le phasage devrait être modifié (zone exploitée, zone en cours de remise en état, géométrie des fronts, etc.), la mise à jour des garanties financières devra être réalisée.

Article 2 : La reprise des tirs de mines sur la carrière exploitée par la société Rannard Frères est subordonnée à la remise d'une étude géotechnique permettant de définir les conditions d'exploitation garantissant la stabilité à long terme des fronts ainsi que la méthode d'extraction mentionnée à l'article 1 ci-dessus ;

Article 3 : Les délais s'entendent à compter du jour de la notification du présent arrêté.

Dans le cas où les obligations prévues à l'article 1 ne seraient pas satisfaites dans les délais impartis par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues au point II de l'article L.171-8 du code de l'environnement.

Article 4 : Le présent arrêté est notifié à la société Rannard Frères.

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

La présente décision peut être déférée par l'exploitant auprès du Tribunal administratif de Grenoble, notamment par la voie postale ou par la voie dématérialisée depuis le portail « Télérecours citoyens » accessible à l'adresse « www.telerecours.fr », dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publicité.

Article 5 :

Monsieur le Secrétaire général de la préfecture de la Haute-Savoie et monsieur le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, chargé de l'inspection des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont une copie sera adressée au maire de Clarafond-Arcine.

Pour le préfet,
Le secrétaire général,

David-Anthony DELAVOËT

